

TOUS ENSEMBLE POUR UN ESPACE PUBLIC BIENVEILLANT

Un groupe d'acteurs sociaux du quartier publie un livre qui tente de répondre à une question complexe : comment impliquer les habitants dans l'action collective, pour faire de l'espace public un lieu de socialisation ?

C'était un beau jour de l'automne 2014, plus précisément le samedi 11 octobre. Les badauds de la Goutte d'Or n'en croyaient pas leurs narines : ça sentait les grillades dans tout le quartier, en pleine journée. Des jeunes adultes organisaient un barbecue sur la friche de l'angle des rues Myrha et Léon, à la place de l'actuel 360° en construction. Celui-ci était autorisé contrairement à ceux qu'ils organisaient d'habitude, dits « sauvages ». C'est grâce au Groupe de recherche-action jeunes et espace public (GRAJEP) que cela a été rendu possible. Et plus

précisément grâce au Comité des experts d'usage (CEU) créé en son sein.

Le Groupe publie aujourd'hui un ouvrage qui fait la synthèse du travail théorique passionnant qui a débouché sur ce petit évènement. « *Le projet "barbecue" est né d'un débat autour de la question de l'occupation de l'espace public par de jeunes adultes qui organisaient régulièrement des barbecues sur une friche, peut-on y lire. [...] Ces barbecues causaient pour certains un désagrément, mais étaient surtout perçus comme une provocation et le symbole d'une appropriation illégitime, voire illégale de la rue.* »

Ce CEU rassemble des habitants de la Goutte d'Or et permet ainsi de les associer à la réflexion sur l'espace public menée par le GRAJEP. Ce sont ces habitants qu'on n'entend jamais, qu'on voit si peu, les jeunes, les vieux, les femmes, qui vivent ici, qui utilisent l'espace public et à qui on ne demande jamais leur avis sur la ville dont ils rêvent. Lydie Quentin des Enfants de la Goutte d'Or (EGDO) et membre du GRAJEP, explique : « *Comment récolter la parole des gens les plus éloignés de la chose publique ?* »

A chacun son utilisation de l'espace public : certaines ressemblent à une privatisation (ci-contre), d'autres à un partage. Un enjeu fondamental pour le lien social.



Joueurs de dames, au square Léon, à proximité d'un espace de jeu pour les enfants.

« *Ça a été un combat permanent d'aller chercher ces gens là et on n'y a pas toujours réussi. En tout cas, ça nous a permis de changer durablement nos façons de travailler au quotidien avec ces publics.* »

Le GRAJEP a été créé en 2010 pour tenter de comprendre les raisons d'une éruption de violence dans la Goutte d'Or. Estelle Verdier est directrice de la Salle Saint-Bruno (SSB), l'une des associations parties prenantes de cet ambitieux projet. Elle raconte : « *En 2010, il y a eu une vague de violence et notamment d'arrachages de colliers par des très jeunes de 10 - 13 ans.* » Les intervenants de terrain ont alors constaté que les réponses habituelles, en termes de médiation, de police et de justice, n'étaient plus satisfaisantes. Estelle poursuit : « *Nous avons essayé d'imaginer quelque chose de nouveau face à ce problème, mettre les personnes concernées autour d'une table et constituer un projet inter-institutionnel innovant. Nous étions condamnés à créer une nouvelle méthode pour ne pas prolonger les mêmes schémas d'action qui constituaient notre quotidien.* » ●

FRÉDÉRIC CONSTANS

GRAJEP « *Comment agir ensemble dans l'espace public pour qu'il devienne un lieu de socialisation propice à l'épanouissement de tous ?* ». L'Harmattan.



Elena Perilino - Paris Goutte d'Or (Éditions Loco, 2018)

UNE BOUTIQUE EDF ÉPHÉMÈRE... OU PAS ?

Des syndicalistes se sont mobilisés pour la défense du service public en accueillant les usagers dans une boutique EDF fermée depuis plusieurs mois.

Trois jours durant, du 13 au 15 février, la boutique EDF au 70 boulevard Barbès a rouvert ses portes, après plus d'un an de fermeture. Une initiative de délégués CGT-EDF Paris sous l'intitulé : « *Pour accéder à nos droits, nous voulons nos services publics à côté de chez nous.* » Cinq délégués aux gilets rouges dont le dossard arbore fièrement « 100% service public » vont au devant des passants pour expliquer la démarche et faire signer la pétition pour le rétablissement des boutiques EDF. « *400 signatures hier* », annonçaient-ils, heureux. Et de préciser qu'ils donnent de leur temps libre pour faire vivre cette réouverture, ajoutant en souriant qu'ils avaient la clef du local, qui appartient d'ailleurs à tous, car au service public d'EDF.

Et d'après cette riveraine, le besoin existe : « *J'habite juste à côté, au 68, explique Claire. C'est "définitivement" fermé, bien que quelques personnes travaillent à l'intérieur sans doute en vue d'une réaf-*

fection ? Mais tous les jours, je vois des gens découragés, des étrangers, des gens qui parfois ne savent pas lire, qui se cassent le nez sur la porte fermée. Il y a juste une étiquette avec un numéro de téléphone qui les envoie sur une de ces plateformes-labyrinthes... Bref, des gens incapables de démêler sans aide leurs problèmes d'abonnement ou de facture. »

Un besoin réel

Une petite dizaine de cégétistes s'est donc affairée, durant ces trois jours, à l'intérieur des locaux meublés sommairement. Ils ont répondu aux questions des usagers présents. Pas de

connexion informatique, « *on fait à l'ancienne* », déclare une déléguée. « *On écoute et on prend en charge le problème du client en téléphonant soi-même au service. Ça m'a bien pris 20 minutes, mais l'utilisateur est reparti content* », dit-elle, en précisant que 38 personnes ont été reçues le premier jour, 42 le lendemain, et 200 au total.

D'autres initiatives de ce type fleurissent dans le pays, à Perpignan, à La Courneuve « *où on a tenu 54 jours* », précisent les syndicalistes. Boulevard Barbès, seulement trois jours, car il faut des forces

vives pour assurer la permanence. « *On rouvrira bientôt... si jamais la direction le décide.* » Enfin, la CGT Énergie a plus d'un tour dans son sac puisqu'elle a proposé de réitérer l'expérience dans d'autres services publics : éducation, poste, services sociaux, municipaux, hôpitaux... À suivre. ●

BRIGITTE BATONNIER



DR